

Proposition de révision du PO FEDER/FSE de la Région Provence Alpes Côte-d'Azur 2014-2020 pour la mise en œuvre du dispositif REACT-EU

Version du 11 février 2021

SECTION 1. STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

1.1. Stratégie de contribution du programme opérationnel à la stratégie de l'Union en matière de croissance intelligente, durable et inclusive et à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale

1.1.1. bis

Afin de favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie, l'Union européenne a proposé un soutien supplémentaire en faveur de la politique de cohésion et des territoires de l'Europe à travers le dispositif REACT-EU. S'inscrivant dans le cadre du plan de relance pour l'Europe et dans la continuité des mesures extraordinaires CRII et CRII+, ce soutien exceptionnel a été adopté par l'Union européenne le 23 décembre 2020.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été particulièrement touchée par la crise de la COVID-19 lors du 1^{er} semestre 2020 et son impact se poursuit avec la résurgence de l'épidémie et l'adoption de nouvelles mesures sanitaires dès la fin du mois de septembre 2020 jusqu'à ce jour. Compte tenu de la structure de l'activité régionale, où certains services marchands comme l'hébergement et la restauration sont surreprésentés, la région enregistre, par exemple, une contraction de son économie supérieure à la moyenne nationale (INSEE).

Pour répondre aux besoins régionaux et encourager une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie tout en s'inscrivant dans le cadre réglementaire proposé par l'Union européenne, l'Autorité de gestion entend bénéficier du soutien supplémentaire prévu par REACT-EU en mobilisant du FEDER exclusivement en direction des quatre domaines d'intervention suivants :

- La santé à travers des investissements dans les établissements sanitaires et médico-sociaux et le soutien aux projets de recherche liés à la lutte contre la COVID-19 et autres virus
- Le soutien au fonds de roulement et à l'investissement dans les PME
- Les investissements en faveur de la transition écologique grâce au déploiement de pistes cyclables
- La transition numérique en faveur des établissements scolaires (collèges et lycées) et des territoires (« Smart territoires »)

Ces domaines d'intervention, y compris les typologies d'actions et les volumes financiers associés, ont été définis sur la base d'une consultation des directions opérationnelles de la Région - organisées thématiquement et en lien direct avec les porteurs de projets sur l'ensemble du territoire régional - mais également en consultant, de novembre 2020 à février 2021, les

Départements et les Métropoles. Ces derniers ont fait remonter les besoins et les intentions de projets sur leur territoire respectif, plébiscitant massivement les volets transition écologique/déploiement de pistes cyclables et transition numérique.

A - La santé

La recommandation du Conseil pour la France du 20 mai 2020 met en exergue les lacunes du système de santé français dans la préparation aux situations de pandémie et préconise, notamment, des investissements dans les infrastructures physiques de santé ainsi qu'une meilleure adaptation des services.

Dans la continuité de cette recommandation et étant donné la persistance de la crise sanitaire sur l'ensemble du territoire régional, il apparaît primordial de mobiliser du FEDER en soutien aux investissements dans les établissements sanitaires et médico-sociaux. En effet, en ce début d'année 2021, la région enregistre des taux de positivité et d'incidence du virus supérieurs à la moyenne nationale ; le 02 février 2021, le taux de positivité était de 7,8% contre 6,7% au niveau national et le taux d'incidence de 366 pour 100 000 habitants contre 213 en France (ARS PACA). En outre, la démographie de la région est caractérisée par un vieillissement de sa population - en 2016 les plus de 65 ans représentaient 21,9 % de la population régionale (SRADDET) - ce qui la rend particulièrement vulnérable à la crise sanitaire et entraîne de nouveaux besoins de santé liés à la perte d'autonomie et à l'importance des pathologies chroniques.

Cette intervention en direction des établissements sanitaires et médico-sociaux permettra, dès lors, d'assurer une meilleure prise en charge des patients/résidents atteints de la COVID-19 et d'autres pathologies, ainsi que de contribuer à l'endiguement de la pandémie et à la résilience des services de santé régionaux dans l'éventualité de nouvelles crises. Il s'agira, en outre, de contribuer à l'effort régional de lutte contre les déserts médicaux (SRADDET) ; de fortes disparités d'accès aux soins existant entre les territoires intérieurs plus ruraux et certains quartiers urbains d'une part, et les zones côtières, d'autre part.

En complément de cette mesure, l'Autorité de gestion souhaite soutenir des projets de recherche visant à renforcer la lutte contre la COVID-19, afin d'assurer une meilleure préparation en cas de nouvelles crises mais aussi de stimuler la croissance économique régionale en favorisant la spécialisation intelligente et la recherche d'excellence. En effet, le secteur de la R&D est particulièrement dynamique en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la région se situant au 4ème rang national pour le nombre de ses chercheurs et de ses dépenses de R&D. De plus, la santé a été identifiée comme l'une des filières de spécialisation dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et dans sa proposition de stratégie de spécialisation intelligente 2021-2027 (S3).

Cette mesure s'inscrit également dans la recommandation du Conseil du 20 mai 2020 qui souligne les capacités et le potentiel du secteur de la R&D en France et encourage en conséquence, l'adoption de mesures spécifiques de recherche et d'innovation visant à faire face à la crise de la COVID-19.

B - Le soutien aux PME

L'économie de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est caractérisée par une structure sectorielle qui la rend particulièrement vulnérable aux conséquences de la crise de la COVID-19. En effet, les services marchands - hébergement-restauration, commerce et services aux entreprises - qui sont fortement impactés par la crise sanitaire en comparaison avec le reste de l'économie régionale, représentent 66% des établissements (majoritairement des petits

établissements) et concentrent 25% des salariés (INSEE). Ainsi, on peut noter une baisse de 1.5% de l'emploi salarié privé au niveau régional au deuxième trimestre 2020 contre - 0,9% dans le reste de la France. De surcroît, au 31 janvier 2021, 133 000 établissements avaient formulé une demande de report de cotisations auprès de l'URSAFF, soit 67% des employeurs privés de la région.

C'est dans ce contexte que la mobilisation du FEDER sous la forme d'instruments financiers et de subventions en soutien au fonds de roulement et à l'investissement dans les PME contribuera à la survie de nombreuses entreprises, au maintien de leur compétitivité et de l'emploi, favorisant dès lors la résilience de l'économie régionale.

C - Les investissements en faveur de la transition écologique : développer les modes actifs de déplacement

La consommation énergétique est aujourd'hui responsable de 80% des émissions carbonées du territoire régional, et la part du secteur des transports dans ces émissions s'élève à 20% (Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027). Dans ce contexte, l'Autorité de gestion entend soutenir les modes actifs de déplacement comme alternative à la voiture individuelle à travers le développement des pistes cyclables pour la mobilité du quotidien. Cette mesure contribuera à atteindre l'objectif « une région neutre en carbone à l'horizon 2050 » (Plan Climat) qui s'inscrit dans la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) et le « Pacte vert pour l'Europe », ainsi que l'objectif du Plan vélo régional d'achever les 2020 km du schéma véloroutes d'ici 2025. Le déploiement de pistes cyclables permettra ainsi d'accélérer la transition écologique de l'économie régionale mais aussi de renforcer l'attractivité du territoire et d'améliorer la santé globale de la population. En outre, il s'agira de stimuler la reprise de l'économie à travers l'investissement public. En effet, dans ses recommandations pour la France pour 2020, le Conseil européen souligne la nécessité d'anticiper des projets d'investissements publics arrivés à maturité en ciblant, notamment, les investissements répondant aux priorités définies dans le pacte vert pour l'Europe.

D- La numérisation au bénéfice des citoyens et des territoires

Dans l'annexe D de son Rapport 2019 pour la France, la Commission mettait en exergue des besoins prioritaires d'investissement pour tirer parti de la numérisation au bénéfice des citoyens, des petites et moyennes entreprises et des pouvoirs publics.

De plus, la Stratégie commune d'aménagement numérique du territoire (SCANT), adoptée par la Région en octobre 2018, cible, notamment, comme priorités régionales en matière de numérisation : la modernisation des pratiques éducatives et l'acculturation de l'action publique aux enjeux du numérique.

Le contexte actuel a confirmé la nécessité de poursuivre et d'accélérer l'effort régional de développement du numérique, en particulier dans les établissements scolaires (lycées et collèges) et dans les territoires afin d'assurer une continuité et une égalité d'accès aux services, mais également afin d'accroître la résilience du territoire régional face à de nouvelles crises qu'elles soient sanitaires, écologiques, économiques ou sociales. En effet, la mobilisation du FEDER contribuera à l'objectif régional d'assurer une couverture internet de 100% des lycées en 2022 mais aussi à accroître la couverture wifi des collèges ; tous les départements du territoire régional ayant fait remonter des besoins en ce sens dans le cadre de leur consultation qui s'est déroulée de novembre 2020 à février 2021. Il en est de même pour le volet « Smart territoires », l'ensemble des collectivités ayant formulé des intentions de projets de

numérisation de leur territoire visant, par exemple, à améliorer la relation à l'utilisateur ou à mieux se prémunir face aux risques naturels.

1.1.2 Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement correspondantes, compte tenu de l'accord de partenariat, à partir de la mise en évidence des besoins régionaux et, le cas échéant, des besoins nationaux, y compris la nécessité de relever les défis énoncés dans les recommandations par pays adoptées en vertu de l'article 121, paragraphe 2, du TFUE et dans les recommandations correspondantes du Conseil adoptées conformément à l'article 148, paragraphe 4, du TFUE, en tenant compte de l'évaluation ex ante.

Tableau 1 : Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement

Objectif thématique	Priorité d'investissement	Justification du choix (max 1000 caractères)
12. Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	<p>Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cohérence avec la recommandation du Conseil pour la France du 20 mai 2020 • Etablissements sanitaires et médico-sociaux particulièrement impactés par la crise • Excellence du secteur de la R&D • Alignement stratégique avec le SRDEII et la S3 <p>Soutien aux PME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surreprésentation de certains services marchands dans l'économie régionale et fort impact de la crise sur les PME (INSEE) <p>Transition écologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En cohérence avec la recommandation du Conseil du 20 mai 2020, le Plan climat, la SNBC et le Pacte vert pour l'Europe • Consommation énergétique responsable de 80% des émissions carbonées, dont 20% par les transports • Investissements publics dans des initiatives de transports à faible intensité carbone soutenant une reprise résiliente de l'économie <p>Numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alignement stratégique avec les recommandations par pays de la Commission et SCANT

		<ul style="list-style-type: none"> • Crise sanitaire confirmant la nécessité de d'accélérer la transition numérique dans les établissements scolaires et les territoires
--	--	---

1.2. Justification de la dotation financière

1.2.bis

Dans le cadre du plan de relance européen, un soutien supplémentaire de 47,5 Mds d'euros en direction de la politique de cohésion européenne est prévu à travers le dispositif REACT-EU afin de favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie. Sur la base de données statistiques par Etat membre, la répartition financière de l'enveloppe REACT-EU se fera en deux temps : 79% de l'enveloppe en 2021 et 21% en 2022.

En ce qui concerne la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un montant supplémentaire d'environ 88,65 millions d'euros (tranche 2021) a permis d'abonder le PO FEDER/FSE de la période 2014-2020, mobilisant du FEDER exclusivement sur un nouvel axe 9 dédié à quatre des cinq domaines d'intervention prioritaires pour le FEDER identifiés dans le Règlement REACT-UE : produits et services de santé, soutien aux PME et investissements pour la transition écologique et numérique.

Compte tenu des enjeux actuels liés aux conséquences de la crise de la COVID-19, et après consultation des partenaires, la majorité de l'enveloppe REACT-EU (56%) sera dédiée à la transition écologique (24%) et numérique (32%). En effet, la crise actuelle a renforcé la nécessité d'accélérer les investissements favorisant la transition vers une société plus écologique, grâce à la mobilité douce, et plus numérique, à travers la numérisation des établissements scolaires (78% du budget du thème) et des territoires (22%) afin d'assurer la continuité et l'accès des citoyens aux services publics.

De plus, 24% de l'enveloppe additionnelle disponible sera dédiée au soutien aux PME, grâce à la mise en place d'instruments financiers et via des subventions. Et finalement 16% des fonds FEDER seront consacrés à la santé à travers deux typologies de projets : soutenir les projets d'investissements des établissements sanitaires et médico-sociaux et soutenir des projets de recherche liés à la lutte contre la COVID-19 et autres virus.

Enfin 4% du FEDER, sera consacré à l'assistance technique pour la mise en œuvre du dispositif REACT-EU.

Tableau 2 : Aperçu de la stratégie d'investissement du programme opérationnel

SECTION 2. AXES PRIORITAIRES

2.A Description des axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique

ID	Intitulé	IIF
----	----------	-----

9	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
---	---	--

Axe prioritaire : 9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

2.A.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	9
Titre de l'axe prioritaire	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

- ☐ L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers
- ☐ L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers établis au niveau de l'Union
- ☐ L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux
- ☐ Pour le FSE : l'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à l'innovation sociale, à la coopération transnationale ou aux deux
- ☐ Pour le FEDER : l'ensemble de l'axe prioritaire est consacré aux opérations visant la reconstruction en réponse à des catastrophes naturelles majeures ou régionales.
- ☐ Pour le FEDER : l'ensemble de l'axe prioritaire est consacré aux PME (article 39).
- ☐ The entire priority axis is dedicated to REACT-EU

2.A.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'une catégorie de région, d'un objectif thématique ou d'un Fonds (le cas échéant)

Non concerné

2.A.3 Fonds, catégorie de régions et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Catégorie de région	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)	Catégorie de région pour les régions ultrapériphériques et les régions septentrionales à faible densité de population (le cas échéant)
FEDER		TOTAL	

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	xx
Titre de la priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences

ID de la priorité d'investissement	xx
	sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

Identificateur de l'objectif spécifique	OSc1
Intitulé de l'objectif spécifique	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Du fait de la particularité de sa structure économique avec une surreprésentation de certains services marchands, la région a particulièrement été impactée par la crise sanitaire. En effet, la contraction de l'économie régionale supérieure à la moyenne nationale et le taux d'emploi salarié privé en baisse de 1,5% au deuxième trimestre 2020 témoignent de la vulnérabilité de la région. C'est dans ce contexte que la mobilisation du FEDER contribuera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réparer les dommages engendrés par la crise en soutenant les PME et en conséquence l'emploi salarié privé ; - Lutter contre la COVID-19 et mieux se préparer en cas de nouvelles crises en favorisant les investissements dans les établissements sanitaires et médico-sociaux ainsi que la recherche sur la COVID-19 ; - Favoriser une reprise écologique et résiliente de l'économie à travers le déploiement de pistes cyclables sur l'ensemble du territoire régional ; - Développer la numérisation au bénéfice des citoyens et des territoires pour garantir l'égalité d'accès aux services publics

Tableau 4 : Indicateurs de résultat communs pour lesquels une valeur cible a été fixée et indicateurs de résultat spécifiques du programme correspondant à l'objectif spécifique (par priorité d'investissement et par catégorie de région)

Priorité d'investissement : xx - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie										
ID	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des valeurs cibles	Valeur de référence	Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
	Emploi salarié privé		Individus		1 418 562	Individus	2019	1 418 562	« Tableau de bord conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur » de l'INSEE	Trimestriel

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<p>Bien que l'économie de la région se soit progressivement rétablie à la fin septembre 2020, en comparaison avec la chute du mois de mai (-33%), celle-ci n'atteignait cependant pas son niveau pré-crise. Certains services marchands, particulièrement représentés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, restaient largement en deçà de leur niveau habituel d'activité. Globalement, la Région connaîtrait une diminution de 4,5 % de son activité par rapport à la normale (INSEE).</p> <p>De plus, la récente recrudescence du taux d'incidence de la maladie sur l'ensemble du territoire national et régional, et dans les principales agglomérations en particulier, a conduit l'Etat français à adopter de nouvelles mesures sanitaires restrictives (fermeture des bars, des restaurants et des lieux culturels, confinement et couvre-feu à 18h depuis le 10 janvier 2021, entre autres) dont l'impact certain sur l'économie régionale n'est pas encore pleinement connu et documenté.</p> <p>C'est dans ce contexte, que l'Autorité de gestion souhaite mobiliser les ressources supplémentaires prévues dans le cadre du dispositif REACT-EU sur un ensemble de mesures qui permettront de contribuer à la réparation des dommages engendrés par la crise de la COVID-19 et de ses conséquences sociales et favoriser une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie.</p> <p>Pour permettre la rapidité, l'efficacité et la cohérence de l'action publique, la mobilisation des ressources supplémentaires s'efforcera, d'une part, de s'inscrire dans la continuité de la programmation actuelle et, d'autre part, de rechercher une complémentarité avec le plan de relance pour la France et la prochaine programmation FEDER/FSE+ 2021-2027. Dans ce cadre, les mesures suivantes sont envisagées :</p> <p>a) Soutenir les projets d'investissements des établissements sanitaires et médico-sociaux ainsi que la recherche sur la COVID-19</p> <p>Cette mesure se décline en deux typologies d'actions :</p> <p>- Soutenir les projets d'investissements des établissements sanitaires et médico-sociaux</p> <p>Cette nouvelle mesure proposée par l'Autorité de gestion s'inscrit dans la recommandation du Conseil de mai 2020 ainsi que dans l'objectif du règlement européen sur REACT-EU et vise à renforcer les services sanitaires et médico-sociaux régionaux dans un contexte de crise</p>	

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
	<p>persistante. Le soutien aux projets d'investissements des établissements sanitaires et médico-sociaux permettra une meilleure prise en charge des patients ou résidents atteints de la COVID-19, d'autres pathologies ou simplement vulnérables (vieillesse) en vue d'assurer une continuité des soins, de diminuer la propagation de la maladie et de renforcer la résilience face à de nouvelles crises.</p>
	<p><u>Exemples d'actions</u> : Réhabilitation de bâtiments et construction d'infrastructures sanitaires et médico-sociales (maisons de santé pluridisciplinaires, EHPAD, etc.), acquisition, aménagement et mutualisation d'équipements sanitaires et médico-sociaux et réaménagement de services.</p>
	<p><u>Principaux groupes cibles</u> : Groupements hospitaliers de territoire (GHT), collectivités territoriales et établissements publics.</p>
	<p>- Soutenir des projets de recherche liés à la lutte contre la COVID-19 et d'autres virus</p>
	<p>Dans la continuité de la recommandation du Conseil du 20 mai 2020, l'Autorité de gestion envisage de soutenir des projets d'acquisition de matériels et de développement de nouvelles approches par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche en vue d'endiguer la pandémie de la COVID-19 et de stimuler la croissance économique régionale en investissant dans des secteurs à forte valeur ajoutée. Il s'agira, d'une part, de lutter contre la COVID-19 à travers, par exemple, le renforcement des capacités de diagnostic, la recherche de molécules thérapeutiques et le suivi des patients post COVID-19, et d'autre part, d'accroître la résilience face à de nouvelles crises tout en favorisant la recherche d'excellence et les partenariats public/privé (par exemple, encourager la recherche sur les protéines pour des applications en biotechnologie).</p>
	<p><u>Exemples d'actions</u> : Acquisition et mutualisation d'équipements.</p>
	<p><u>Principaux groupes cibles</u> : Les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche : laboratoires de recherche rattachés aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics et parapublics, aux organismes de recherche et associations gestionnaires des contrats publics de recherche.</p>
	<p>b) Soutenir le fonds de roulement et l'investissement en faveur des PME</p>
	<p>Cette mesure permettra, à court terme, la réparation des dommages engendrés par la crise de la COVID-19 et contribuera, à moyen terme, à une reprise de la croissance économique en stimulant la compétitivité et l'innovation des PME. Ce soutien se déclinera sous la forme d'instruments financiers en facilitant, d'une part, la consolidation des fonds propres des entreprises régionales impactées par la crise, qui sont inscrites dans une dynamique de croissance et en capacité de rebondir (volet prêt - court terme). D'autre part, il s'agira de soutenir également les investissements et la restructuration des capitaux des PME endettées</p>

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<p>en vue de préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (volet capital - moyen terme).</p> <p>Il est également prévu de soutenir les PME via des aides directes sous la forme de subventions en vue de favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire régional ou d'accompagner les entreprises déjà présentes avec un fort potentiel d'emplois et d'investissement.</p> <p>Cette mesure interviendra en complémentarité du plan de relance de l'Etat et de la programmation FEDER 2021-2027 étant donné l'ampleur des besoins régionaux.</p> <p><u>Exemples d'actions</u> : Instruments financiers (prêt à taux bonifié, capital investissement, etc.) et subventions.</p> <p><u>Principaux groupes cibles</u> : TPE et PME.</p> <p>c) Soutenir les modes actifs de déplacement à travers le déploiement de pistes cyclables</p> <p>Le développement d'aménagements cyclables comme alternative à l'automobile est un levier majeur pour la transition énergétique et la reprise écologique de l'économie et constitue, de surcroît, un moyen d'endiguement de la propagation de la COVID-19. En revanche, la pratique du vélo en Provence-Alpes-Côte d'Azur reste très en deçà de la moyenne nationale (Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027). Etant donné l'étendue des besoins régionaux, les fonds mobilisés sur ce type d'investissement s'inscriront en complémentarité du Plan de relance de l'Etat ainsi que de la programmation FEDER/FSE+ 2021-2027.</p> <p><u>Exemples d'actions</u> : Travaux et équipements.</p> <p><u>Principaux groupes cibles</u> : Etablissements publics, collectivités locales et autorités organisatrices de la mobilité durable.</p> <p>d) Accompagner la transition numérique du territoire</p> <p>Le contexte actuel a confirmé l'importance du numérique en vue d'assurer une continuité économique, pédagogique, sanitaire et sociale en période de crise et dans l'éventualité de nouvelles crises, mais aussi afin d'accroître la connaissance du territoire dans un souci de modernisation et d'efficacité de l'action publique avec, par exemple, une meilleure gestion de la relation aux usagers ou la prévention des risques naturels. A cet effet, deux typologies de mesures ont été identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les établissements scolaires (lycées et collèges) régionaux dans des mesures d'investissement pour accélérer la transition numérique et assurer la continuité pédagogique dans un contexte de distanciation physique 	

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<p><u>Exemples d'actions</u> : Couverture Wifi, équipements à usage collectif (vidéoprojecteurs, stations de travail, etc.) et ajout de fonctionnalités collaboratives aux environnements numériques de travail.</p> <p><u>Principaux groupes cibles</u> : Région et départements.</p> <p style="text-align: center;">- Accompagner l'essor des territoires intelligents afin d'assurer la continuité de l'action publique en période de crise, d'encourager la transition numérique des territoires, la reprise écologique de l'économie et la résilience face à de nouvelles crises</p> <p><u>Exemples d'actions</u> : Gouvernance et administration de la donnée, gestion de la relation aux usagers, systèmes d'information pour la mobilité, la santé, la citoyenneté, les risques naturels, sanitaires et technologiques et les réseaux d'utilité publique (eau et éclairage).</p> <p><u>Principaux groupes cibles</u> : Collectivités territoriales et entités/établissements publics.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<ul style="list-style-type: none"> • La contribution directe des projets à l'objectif spécifique de réparation des dommages liés à la crise de la COVID-19 et de reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie • La contribution des mesures à la réduction des disparités territoriales dans un contexte de crise sanitaire et de reprise asymétrique de l'activité • La maturité des projets afin d'utiliser rapidement et efficacement les ressources supplémentaires • Capacité du porteur à répondre aux exigences européennes en matière de gestion administrative et financière 	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (le cas échéant)

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<p>Etant convaincue de l'utilité des instruments financiers au service des politiques publiques pour dépasser la logique de subvention et augmenter l'effet-levier des fonds européens, l'Autorité de gestion souhaite mobiliser une partie de l'enveloppe REACT-EU via des instruments financiers. Toutefois, et afin de répondre précisément aux besoins des entreprises notamment celles les plus touchées par la crise économique et sociale liée à la COVID-19, la Région a engagé un processus d'évaluation ex-ante spécifique concernant la mise en œuvre d'instruments financiers dans le cadre du volet COVID-19. Cette étude doit permettre</p>	

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
<p>d'identifier les secteurs pour lesquels la mise en place d'instruments financiers est la plus pertinente, au regard de l'analyse de l'offre et de la demande de financements (conformément à l'article 37 (2) du projet de règlement du Parlement européen et du Conseil, portant dispositions communes et générales relatives au FEDER, au FSE et au FEADER).</p> <p>Dans le cadre du programme opérationnel, l'utilisation des instruments financiers ont été mis en place dans d'autres objectifs spécifiques du présent PO. Cette expérience est considérée vitale pour assurer l'effective mise en place de ces instruments financiers.</p>	

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (le cas échéant)

Priorité d'investissement	Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
Le recours aux grands projets n'est pas prévu dans ce cadre.	

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Tableau 5 : Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme (par priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FSE, et, le cas échéant, pour le FEDER)

Priorité d'investissement		Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie							
Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					M	F	T		
Indicateur spécifique	Nombre d'établissements sanitaires et médico-sociaux nouveaux ou améliorés	Etablissements	FEDER				5	Synergie	Annuelle
Indicateur spécifique	Montants des investissements réalisés dans le domaine de la recherche sanitaire en lien avec la COVID-19 et autres virus	EUR	FEDER				8 517 586	Synergie	Annuelle
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	FEDER				86	Synergie	Annuelle

Priorité d'investissement		Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie							
Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					M	F	T		
CO03	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions	Entreprises	FEDER				61	Synergie	Annuelle
CV4c	Valeur du matériel informatique et des logiciels / licences liés à COVID-19 pour l'éducation	EUR	FEDER				25 532 332,8	Synergie	Annuelle
IR2c	Nombre de produits ou services numériques réalisés et/ou améliorés	Produits ou services	FEDER				15	Conseil régional	Annuelle
RCO58	Longueur des pistes cyclables nouvellement construites ou	Kilomètres	FEDER				85	Conseil régional	Annuelle

Priorité d'investissement		Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie							
Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					M	F	T		
	améliorées (sécurité)								

2.A.7 Innovation sociale, coopération transnationale et contribution à la réalisation des objectifs thématiques n° 1 à 7

Axe prioritaire	9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
Sans objet	

2.A.8 Cadre de performance

Tableau 6 : Cadre de performance de l'axe prioritaire (par Fonds et, pour le FEDER et le FSE, par catégorie de région)

SE, par catégorie de région)													
Axe prioritaire	9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie												
Identificateur	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						M	F	T	M	F	T		

Informations qualitatives supplémentaires concernant la mise en place du cadre de performance

2.A.9 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union.

Tableaux 7 à 11 : Catégories d'intervention

Tableau 7 : Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire	9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie		
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		001. Investissement productif générique dans les petites et moyennes entreprises (« PME »)	21 276 944 €
FEDER		053. Infrastructures de santé	3 548 994 €

Axe prioritaire		9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		055. Autres infrastructures sociales contribuant au développement régional et local	3 548 994 €
FEDER		060. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche publics et les centres de compétence, y compris la mise en réseau	7 089 478 €
FEDER		078. Services et applications d'administration en ligne (y compris passation des marchés publics en ligne, mesures dans le domaine des TIC soutenant la réforme de l'administration publique, mesures dans le domaine de la cybersécurité, de la confiance et du respect de la vie privée, de la justice et de la démocratie en ligne)	7 089 478 €
FEDER		080. Services et applications en matière d'inclusion en ligne, d'accessibilité en ligne, d'apprentissage et d'éducation en ligne, culture numérique	21 276 944 €
FEDER		090 Pistes cyclables et chemins piétonniers	21 276 944 €

Tableau 8 : Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire		9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		01. Subvention non remboursable	66 490 450 €
FEDER		03. Soutien par le biais d'instruments financiers : capital-risque et fonds propres ou équivalent	10 638 472 €
FEDER		04. Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	7 978 854 €

Tableau 9 : Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire		9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		01. Grandes zones urbaines (forte densité de population > 50 000 habitants)	42 553 888 €
FEDER		02. Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)	25 532 333 €
FEDER		03. Zones rurales (faible densité de population)	17 021 555 €

Tableau 10 : Dimension 4 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire		9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		07. Sans objet	85 107 776 €

Tableau 11 : Dimension 6 - Thème secondaire du FSE (FSE et IEJ uniquement)

Axe prioritaire		9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €

2.A.10 Résumé de l'utilisation prévue de l'assistance technique, y compris, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des autorités qui participent à la gestion et au contrôle des programmes et des bénéficiaires (le cas échéant) (par axe prioritaire)

Axe prioritaire :	9 - Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie
Sans objet	

2.B Description des axes prioritaires pour l'assistance technique

2.B.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	10
Titre de l'axe prioritaire	Assistance technique FEDER – REACT EU

2.B.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'une catégorie de région (le cas échéant)

Non concerné

2.B.3 Fonds et catégorie de région

Fonds	Catégorie de région	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
FEDER		Total

2.B.4 Objectifs spécifiques et résultats escomptés

ID	Objectif spécifique	Résultats que les Etats membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union
xx	Garantir l'efficacité du pilotage du volet REACT EU	<p>Dans le cadre de REACT UE, les crédits d'assistance technique seront indispensables pour permettre à l'Autorité de gestion de disposer de ces ressources supplémentaires afin de :</p> <ul style="list-style-type: none">• Piloter le programme par les résultats• Optimiser la gestion du volet REACT-EU et des dossiers et garantir une utilisation efficace et sécurisée des crédits, par la mise en œuvre de dispositifs de contrôle, d'audit et d'évaluation conformes aux règles de saine gestion financière• Simplifier et sécuriser la qualité des dépenses par un accompagnement des bénéficiaires potentiels et une mobilisation des réseaux d'acteurs intervenant dans la mise en œuvre du programme• Renforcer la qualité de l'évaluation au moyen d'études répondant aux exigences communautaires• Orienter la programmation vers les résultats, avec une valeur de référence et une valeur cible, quantifiée conformément aux règles spécifiques des fonds.• Favoriser l'articulation de REACT UE avec le futur programme opérationnel FEDER/FSE+ et les plans de relance nationaux. <p>L'Autorité de gestion souhaite ainsi soutenir des actions visant à réduire la charge administrative des bénéficiaires, y compris au moyen de systèmes d'échange électronique de données, et des actions visant à renforcer sa propre capacité à administrer les fonds et celle des bénéficiaires à les utiliser, conformément aux objectifs au présent PO.</p>

2.B.6 Actions à soutenir et contribution escomptée de celles-ci à la réalisation des objectifs spécifiques (par axe prioritaire)

2.B.6.1 Description des actions à soutenir et leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques

Axe prioritaire	10 Assistance technique FEDER – REACT EU
<p>Cet axe permettra de financer :</p> <ul style="list-style-type: none">• D'une part des actions visant à la préparation, à l'animation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information, à la communication et aux contrôles concernant le volet REACT EU• D'autre part des actions visant à renforcer les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du le volet REACT EU <p>Les actions soutenues concerneront :</p> <p>La préparation, l'animation, la gestion et le suivi du volet REACT EU</p> <ul style="list-style-type: none">• Préparation, organisation, gestion et suivi des travaux des instances de sélection, des Comités de suivi et de pilotage et des divers groupes de travail techniques• Aide au montage administratif et financier du dossier et appui aux porteurs de projets• Conception, mise à jour et diffusion d'outils d'information et de gestion,• Participation à des réseaux thématiques et/ou territoriaux, notamment européens <p>L'évaluation du Programme</p> <ul style="list-style-type: none">• Organisation de sessions de formation et d'information des personnels en charge du volet REACT EU• Dépenses liées au suivi et à l'évaluation du volet REACT EU comprenant également le recours à des prestataires externes <p>L'information et la communication</p> <ul style="list-style-type: none">• Animation, information et communication sur les potentialités offertes par le volet REACT EU• Stratégie de communication, mise à jour du plan de communication• Outils et actions de communication : utilisation des outils déjà existants et adaptation du contenu• Organisation de séminaires <p>Les contrôles</p> <ul style="list-style-type: none">• Contrôles de toutes natures (Contrôle de service fait, contrôle interne, certification, audit, ...), y compris confiés à des prestataires externes• Les mesures antifraude et anti-corruption seront établies sur la base du cycle prévention, détection, corrections et poursuites.	

Axe prioritaire	10 Assistance technique FEDER – REACT EU
<p>Elles viseront à minima : la culture de l'éthique, la formation et la sensibilisation du personnel, le système de contrôle interne (contrôles d'atténuation en fonction de l'évaluation des risques), les mécanismes de signalement, les procédures de recouvrement et de poursuite pénale, l'information de l'OLAF.</p> <p>Ces mesures seront détaillées dans le descriptif du système de gestion et de contrôle et seront soumises à une auto-évaluation.</p> <p>Conformément au décret relatif à l'éligibilité des dépenses, seules les dépenses engagées par l'Autorité de gestion au titre des missions ci-dessus énoncées sont éligibles au titre de cet axe « Assistance Technique ».</p> <p>A titre exceptionnel et si nécessité s'avère pour le bénéfice de la programmation, des crédits d'assistance technique pourront être mobilisés pour des activités de réseautage relatives à l'échange d'expérience entre villes européennes.</p> <p>Les actions lancées via l'assistance technique du volet REACT EU s'articulent avec celles identifiées dans le cadre du programme opérationnel (axe 9), la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020.</p>	

2.B.6.2 Indicateurs de réalisation censés contribuer aux résultats

Tableau 13 : Indicateurs de réalisation (par axe prioritaire) (pour le FEDER/FSE/Fonds de cohésion)

Axe prioritaire		6 - Assistance technique FEDER				
Identificateur	Indicateur (nom de l'indicateur)	Unité de mesure	Valeur cible (2023) (facultatif)			Source des données
			M	F	T	
IR6b	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	Nombre de séminaires			2	Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

2.B.7 Catégories d'intervention (par axe prioritaire)

Catégories d'intervention correspondantes, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union

Tableaux 14-16 : Catégories d'intervention

Tableau 14 : Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire		6 - Assistance technique FEDER		
Fonds	Catégorie de région	Code		Montant en €
FEDER		121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle		3 085 157 €
FEDER		122. Évaluation et études		461 000 €

Tableau 15: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire		6 - Assistance technique FEDER		
Fonds	Catégorie de région	Code		Montant en €
FEDER		01. Subvention non remboursable		3 546 157 €

Axe prioritaire		6 - Assistance technique FEDER	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €

Tableau 16: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire		6 - Assistance technique FEDER	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER		07. Sans objet	3 546 157 €

SECTION 3. PLAN DE FINANCEMENT

3.1 Enveloppe financière envisagée pour chacun des Fonds et montants pour la réserve de performance

Tableau 17

3.1 Enveloppe financière totale par Fonds et cofinancement national (en €)

Tableau 17

Fonds	Catégorie de région	2014	2015	xx	2021		2022		Total
					Principale				
FEDER REACT EU					88 653 932,81				

Tableau 18a : Plan de financement

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie par région	Base pour le calcul du soutien de l'Union	Soutien de l'union (A)	Contrepartie nationale (B) = (C) + (D)	Financement national public (C)	Financement national privé (D)	Financement total € = (A) + (B) ou (A) + (C)	Taux de cofinancement (F) = (A)/(E)
9	FEDER		Total	85 107 775,50	21 276 943,88	19 149 249,49	2 127 694,39	106 384 719,38	80%
10	FEDER		Total	3 546 157,31	3 546 157,31	3 546 157,31	-	7 092 314,62	50%

SECTION 5. IMPLEMENTING PROVISIONS FOR THE COOPERATION PROGRAMME

(Reference: Article 8(4) of Regulation (EU) No 1299/2013)

5.6 Involvement of partners

(Reference: point (c) of Article 8(4) of Regulation (EU) No 1299/2013)

Actions taken to involve the partners referred to in Article 5 of Regulation (EU) No 1303/2013 in the preparation of the cooperation programme, and the role of those partners in the preparation and implementation of the cooperation programme, including their involvement in the monitoring committee

Le dispositif REACT-EU a été mis en place par l'Union européenne dans un objectif de réparation des dommages liés à la crise de la COVID-19 et en vue de préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie. L'enjeu étant de répondre rapidement aux besoins engendrés par la crise sanitaire par la mobilisation des ressources supplémentaires prévues par REACT-EU, le Conseil Régional a mobilisé ses partenaires dès l'été 2020 et s'est appuyé sur les instances existantes de la programmation 2014-2020 pour affiner et valider les priorités d'investissement régionales. Ainsi, après identification des domaines d'intervention par les Directions opérationnelles du Conseil Régional - qui travaillent en étroite collaboration avec les porteurs de projets sur l'ensemble du territoire régional - et validation de la stratégie d'intervention par le Comité de suivi inter-fonds 2014-2020 en décembre 2020, les métropoles et grands centres urbains, ainsi que les six départements de la région ont été sollicités directement lors d'une consultation écrite qui a débuté en novembre 2020 et s'est achevée en février 2021 par des réunions bilatérales. Ces derniers ont été invités à transmettre les besoins et les intentions de projets sur leur territoire respectif en lien avec les orientations validées. Ce premier recensement a permis à l'Autorité de gestion d'ajuster les priorités d'investissements et les modalités de programmation pour répondre le plus efficacement et rapidement à la crise en cours.

En complément, il est également prévu l'organisation d'un webinaire en parallèle du lancement des premiers appels à projets. L'objectif de ce temps d'échange sera de réunir l'ensemble du partenariat régional (secteur public, privé et associatif) concerné par les typologies d'actions retenues dans le cadre de REACT-EU, d'informer et d'échanger avec les participants sur le cadre stratégique, les typologies d'actions, les volumes financiers et les modalités de mise en œuvre du dispositif REACT-EU mais aussi de diffuser des informations liées au lancement des premiers appels à projets.

Le dispositif REACT EU permettant de réabonder le programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, le Conseil Régional a prévu de mobiliser les instances habituelles pour le suivi et la mise en œuvre de ces crédits soit le Comité Régional de Suivi interfonds, le Comité Régional de Programmation et les groupes techniques mobilisés dans le cadre de l'instruction. En effet, un important travail d'articulation sera à mener lors de l'instruction des dossiers pour assurer une complémentarité entre les différentes sources de financement : Plan de relance de l'Etat, Contrat de Plan Etat-Région, Programme FEDER/FSE+/Massif des Alpes 2021-2027, etc.

SECTION 6. COORDINATION

(Reference: point (a) of Article 8(5) of Regulation (EU) No 1299/2013)

The mechanisms that ensure effective coordination between the ERDF, the European Social Fund, the Cohesion Fund, the European Agricultural Fund for Rural Development and the European Maritime and Fisheries Fund and other Union and national funding instruments, including the coordination and possible combination with the Connecting Europe Facility, the ENI, the European Development Fund (EDF) and the IPA and with the EIB, taking into account the provisions laid down in the Common Strategic Framework as set out in Annex I to Regulation (EU) No 1303/2013. Where Member States and third countries participate in cooperation programmes that include the use of ERDF appropriations for outermost regions and resources from the EDF, coordination mechanisms at the appropriate level to facilitate effective coordination in the use of these resources

Dans le cadre du dispositif REACT EU, les lignes de partage identifiées sur la programmation 2014-2020 avec les autres fonds sont maintenues. En complément, de nouveaux dispositifs de financement ont été élaborés à la suite de la crise. C'est le cas du plan de relance de l'Etat financé en partie par des fonds européens. Une articulation est aussi nécessaire avec le programme opérationnel FEDER/FSE+/Massif des Alpes 2021-2027 dont la programmation devrait démarrer prochainement.

Plusieurs pistes de réflexion ont été identifiées pour assurer une bonne articulation entre ces programmes et éviter le double financement :

- 1) Des réunions sont organisées entre l'Etat et les régions sur chaque mesure du plan national de reprise et de résilience afin de définir de potentielles lignes de partage lorsque les interventions prévues se chevauchent. Ces lignes de partage peuvent être temporelles, thématiques ou au cas par cas ce qui nécessitera une coordination à l'échelle régionale (par exemple, il est prévu que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se coordonne avec L'Agence Régionale de Santé dans le cadre de REACT-EU et de la programmation FEDER/FSE+ post-2020 pour éviter le double financement) ;
- 2) La recherche d'un taux d'intervention maximal dans le cadre de REACT-EU permettra d'éviter la présence d'autres financeurs publics sur la même opération ;
- 3) Une gouvernance spécifique pilotée conjointement par l'Etat et la Région et impliquant tous les acteurs de la relance à court, moyen et long terme est également en cours de structuration au niveau régional pour garantir une bonne utilisation des crédits du plan de relance de l'Etat ;
- 4) L'organisation de groupe technique lors de l'instruction rassemblant les différents co-financeurs sera également maintenue pour les crédits REACT-EU afin de veiller à la bonne articulation des fonds ;
- 5) Une ligne de partage temporelle est également identifiée avec le programme opérationnel 2021-2027 pour les sujets ayant des besoins conséquents et pour lesquels un risque de chevauchement existe, comme par exemple sur les infrastructures de mobilité douce ou la transition numérique des territoires. Dans ces cas précis, les appels à projets de la programmation 21-27 seront lancés dans un second temps.